|  |  |
| --- | --- |
| CHSCT des Pyrénées Atlantiques  Du 25 mars 2020  Déclaration liminaire | Macintosh HD:Users:barbarachesneau:Desktop:siteon0-e5814.png |

Pour l’UNSA Éducation et ses syndicats le Ministère de l’Éducation nationale et de la jeunesse doit soutenir davantage l’ensemble de ses personnels et leur permettre de tenir le rythme dans la durée. Ceci demande une communication claire, d’éviter les exigences démesurées et d’agir avec bienveillance.

L’UNSA Éducation vous exhorte à ne pas décourager la continuité pédagogique et administrative.

À distance, maintenir un lien avec les élèves et leur famille, en bravant les nombreux dysfonctionnements techniques, relève du défi. Les personnels qu’ils soient enseignants, d’éducation, administratifs, techniques, de direction, d’inspection ont su le relever.  
Pour autant, des missions s’ajoutent régulièrement afin de donner corps à l’ambition éducative promise par le ministre. Pour l’UNSA Éducation, il n’est pas raisonnable d’exiger ainsi toujours plus des personnels. Nous demandons que le télétravail soit privilégié, que les établissements scolaires qui n’accueillent pas d’élèves ou de dossiers à gérer en présentiel, restent fermés, sachant que les personnels logés, en sus du travail qu’ils sont conduits à effectuer, assument des astreintes dans les établissements.  
La gestion d’une crise de cette ampleur ne peut reposer que sur une politique des ressources humaines bienveillante. Les disparités entre la communication nationale et les consignes locales, ainsi que les objectifs affichés peuvent être source de stress voire de découragement pour toutes celles et ceux qui au quotidien s’adaptent à ce contexte difficile qui risque de s’aggraver dans les prochains jours.  
Par conséquent, nous réaffirmons qu’il ne serait ni compréhensible ni acceptable de nier ces efforts en amputant les congés des personnels. Le contexte tendu, impose aussi de permettre à chacune et chacun de pouvoir se reposer, se ressourcer et d’être avec des proches. Une pause nécessaire avant la reprise des cours qui nécessitera tout autant d’efforts, d’adaptation et d’innovation. Le retour des élèves en classe, leur accompagnement et répondre aux inégalités éducatives qui malheureusement se creusent, seront aussi des enjeux cruciaux pour les équipes.

L’UNSA Éducation demande les garanties de bonnes conditions pour l’accueil des enfants des personnels soignants et médico-sociaux.

De nombreux personnels volontaires permettent que soient accueillis les enfants des personnels soignants et à présent des personnels de l’aide sociale à l’enfance. Cette solidarité importante mise en place dans des délais records nécessite d’être soutenue pour être pérenne.  
D’une part, au niveau sanitaire. Du gel hydro-alcoolique, du savon, des masques, le nettoyage des locaux, que les groupes soient de 6 à 8 enfants maximum, doivent impérativement être garantis pour protéger les personnels et les enfants qu’ils accueillent.  
Puis d’autre part, au niveau de l’organisation. S’il faut continuer de pouvoir s’appuyer sur le volontariat de nos collègues, il faut tenir compte du fait que cet accueil doit être proposé 7 / 7 jours et durant les vacances scolaires. Nous demandons donc au Ministère, à ce que les partenariats avec les collectivités et le secteur associatif, le champ de la jeunesse et des sports soient renforcés pour avoir suffisamment de volontaires. Le travail engagé sur les regroupements d’écoles et d’établissements, de roulement des équipes présentes, doit être étudié au cas par cas, en lien avec les équipes.   
Il faut également faciliter la mobilisation des personnels de santé de l’Éducation nationale volontaires pour faire face à cette crise.

L’UNSA Education revendique la place au dialogue social

Par la complémentarité que permet le croisement des informations de nos 22 syndicats, l’UNSA Éducation tient les personnels informés, se fait écho de leur quotidien, et agit chaque jour auprès du ministère pour faire face à cette situation exceptionnelle.  
L’UNSA Éducation considère que la situation appelle une responsabilité partagée à laquelle les représentants des personnels peuvent prendre toute leur part, si on le leur permet. L’exclusion des syndicats des boucles d’informations dans notre département est totalement contreproductive.  
En ce sens, s’il est difficile de mesurer la durée et les conséquences de cette crise, nous demandons à ce qu’une date soit fixée pour engager le travail sur les différents scénarii envisagés sur le retour en classe, la tenue du brevet et du bac, le calendrier des affectations (affelnet, parcoursup…).

L’UNSA Éducation appelle enfin le ministère à ne pas multiplier les communications qui brouillent les messages et à prendre soin de l’ensemble des personnels, des élèves et de leurs familles dans ce moment difficile.

